

SHORT NEWS

Le minimum, c'est trop

A intervalles réguliers, la Chambre augmente le Salaire social minimum (SSM) : un projet de loi à cet effet est déposé et, si adopté, devrait entrer en vigueur le 1er janvier 2013. Concrètement, c'est une hausse de 1,5 pour cent qui est prévue, portant le SSM non-qualifié à 1874,19 euros et le SSM qualifié à 2.249,03 euros. Des chiffres à faire pâlir les salarié-e-s de nos pays voisins, mais qui, en valeur relative, se situent sous le seuil de pauvreté grand-ducal - c'est-à-dire inférieur à 60 pour cent du salaire médian. Néanmoins, dans un avis commun, la Chambre de Commerce et celle des Métiers, « tirent la sonnette d'alarme face à cette nouvelle hausse du coût du travail ». L'argument principal avancé par ces chambres, évident dans une logique capitaliste, est que cette augmentation du coût de la main-d'œuvre non-qualifiée porterait les entreprises luxembourgeoises à embaucher davantage de main-d'œuvre dans les régions frontalières, réputées plus qualifiées. Le chantage des chambres patronales envers le gouvernement est à peine masqué : si vous augmentez les salaires, vous obtiendrez davantage de chômage. Néanmoins, elles demandent que l'Etat prenne en charge la formation et le différentiel de productivité des salariés non-qualifiés. Et pourquoi pas tout le salaire, tant qu'on y est ?

Umfrage mobbt Piraten

Die Wahlen von 2014 kommen langsam näher, und die vom Meinungsforschungsinstitut TNS-Ilres durchgeführten und vom Tageblatt bestellten Sondesfro-Umfragen werden mit immer größerer Spannung erwartet. Doch was sind sie wirklich wert? Dass die Piratenpartei in den Szenarien nicht auftaucht, macht jedenfalls die vom Tageblatt prognostizierten Sitzverteilung fragwürdig. Im Juni hatten wir bereits angemerkt, dass eine Methode, die neue Parteien nicht berücksichtigt, von einem zweifelhaften Demokratieverständnis zeugt (woxx 1167). Seinerzeit gab das Tageblatt immerhin an, eine „punktuelle Umfrage“ habe auf einen Sitz im Zentrum für die Piraten hingedeutet. Doch in den Ausgaben von diesem Mittwoch und Donnerstag wird die neue Partei einfach totgeschwiegen. Man erfährt nicht einmal, welcher Anteil der Befragten sich für keine der etablierten Parteien entscheiden mochte. Als die deutschen Piraten vor ein paar Jahren ähnlich behandelt wurden, konnten sie sich immerhin über die steigenden Umfrageergebnisse der „Sonstigen“ freuen. In Luxemburg aber sehen die Sondesfro-Umfragen dagegen immer weniger nach Meinungsforschung und immer mehr nach Wähler-Manipulation aus. Das wirft ein schlechtes Licht auf den Monopolisten TNS-Ilres und auf seinen Auftraggeber, das Tageblatt.

Entwicklungshilfe gut, Kohärenz schlecht

Während der ADR-Präsident und ehemalige Mitarbeiter des Außenministeriums, Fernand Kartheiser, keine Gelegenheit auslässt, nach einem Rückbau der Entwicklungshilfe zu schreien, hat das Comité d'Aide au Développement (CAD) der OECD der hiesigen Kooperationsdirektion viel Lob für die von Luxemburg geleistete Entwicklungshilfe gespendet. Im Vergleich zu 2008, als Luxemburg ebenfalls einem „examen par les pairs“ unterzogen wurde, habe sich vor allem die Effizienz der Luxemburger Entwicklungshilfe verbessert. Während sich in den letzten Jahren die Noten für andere OECD-Mitglieder verschlechtert haben, hat in Luxemburg der Trend der krisenbedingten Reduzierung (noch) keine Auswirkungen. Allerdings hält der CAD in seinem Bericht auch nicht mit seiner Überzeugung hinter dem Berg, dass die Entwicklungshilfe noch erhebliches Potenzial der Verbesserung hat. Neben einigen systemischen Unzulänglichkeiten sieht der CAD Mängel vor allem bei der politischen Kohärenz. Diese stehe zwar als Absichtsbekundung im neuen Kooperationsgesetz, finde aber im politischen Alltag keinen Niederschlag. Der CAD verweist ausdrücklich auf die „fair politics“-Studie der Luxemburger Entwicklungs-ONGs, die Klarheit über den Impakt der Luxemburger Politik auf die Länder des Südens in allen Bereichen verlangt. Die Antwort des Ministeriums, dass Luxemburg zu klein sei, um ins Gewicht zu fallen, lässt der CAD nicht gelten.

AKTUELL

RÉFORME DES RETRAITES

Arithmétique ?

Raymond Klein

Un texte de loi très controversé que celui de la réforme des retraites, adopté par la Chambre la veille de la Saint-Nicolas. Tour d'horizon des critiques.

Commençons par les faits. Le financement des retraites au Luxembourg, ces dernières décennies, a été facilité par l'afflux de main d'œuvre. Le système se trouve aujourd'hui face au double défi de la longévité accrue et d'une stagnation potentielle de la masse salariale. C'est arithmétique. Tout le reste est politique.

« Ne faisons pas du 5 décembre 2012 un jour noir dans l'histoire sociale du Luxembourg ! » C'est en ces termes que Serge Urbany avait demandé à ses collègues de voter contre la réforme des retraites proposée. Le député de Déi Lénk avait entre autres dénoncé le caractère inéquitable des adaptations, avec, d'un côté, « un mécanisme destructeur programmé sur le long terme, agissant d'un côté de façon irréversible et progressive à la baisse sur la formule de pension des actifs ». De l'autre, en refusant d'augmenter les cotisations avant 2022, la réforme agirait « à la baisse sur le niveau de vie des retraités ». Comme solution, Urbany proposait essentiellement un financement « par le biais d'une justice redistributive », c'est-à-dire en allant chercher l'argent chez les riches - une approche qui se heurte à des limites politiques, mais aussi économiques. Mercredi dernier, il est resté seul à la Chambre avec son refus radical. Mais pas seul dans le pays, car les syndicats rejettent également la réforme en termes très clairs. Certains diront que ces critiques refusent de voir la réalité des calculs, mais n'ont-ils pas simplement arrêté de calculer, face aux manœuvres d'un ministre trop calculateur ?

Aux antipodes, on trouve ceux dont c'est le métier de calculer : les assureurs privés. Ils rêvent d'un monde où l'assurance vieillesse serait remplacée par des contrats individuels. Leurs calculs servent à montrer que seul un tel système « par capitalisation » serait fonctionnel. Et ferait exploser - quelle coïncidence - leur chiffre d'affaires. Traditionnellement, le patronat et les partis de droite se mettent au service de cette cause, en reprenant des raisonnements purement micro-économiques sur les cotisations d'aujourd'hui qui ne finan-



ceraient pas les retraites de demain. Le discours sur la privatisation de la Sécu est passé de mode et a laissé place aux mises en garde contre le « mur des pensions » et l'apitoiement sur le sort des générations à venir, écrasées par la dette que nous lui laissons. C'est dans cet ordre d'idées que le patronat et le DP ont rejeté la réforme, tandis que le CSV - mais pas seulement lui - l'a approuvée à contrecœur, tous étant d'accord pour trouver que « cela ne va pas assez loin ».

Le cas des Verts est un peu particulier, déchirés qu'ils sont entre des exigences de justice et d'équité au sein de la société et entre les générations, d'inspiration progressiste, et un discours sur « la durabilité des finances publiques », d'inspiration libérale. Ainsi, ils réclament un relèvement des cotisations et le recours à des sources de financement alternatives, tout en souhaitant des baisses de prestations plus conséquentes afin de sauvegarder les intérêts des générations futures.

Quant à Mars Di Bartolomeo, il a bien joué son jeu, faisant passer la réforme en donnant l'impression d'avoir trouvé le juste milieu entre les deux camps. A son crédit, notons qu'il a su maintenir la logique générale du système par répartition en le rendant un peu moins dissipateur et un peu plus redistributif. S'il a évité le grand massacre, réclamé par les uns, il n'a pas non plus mis en place la grande réforme qui s'imposerait. On attend toujours son « pacte » sur l'intégration des travailleurs âgés, sans lequel l'allongement de l'activité ne sera qu'un mirage. De plus, il a fait l'impasse sur les financements alternatifs, et, en gelant les cotisations tout en supprimant les « ajustements », il a trahi le principe de lier les niveaux de revenu des actifs et des pensionnés. Des choix politiques, et non « arithmétiques », comme il se plaît à l'affirmer.